

Sechste Sitzung – Sixième séance

Montag, 28. September 1987, Nachmittag
Lundi 28 septembre 1987, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: M. Cevey

Fragestunde – Heure des questions**Question 1:****Pitteloud. Missbrauch des Rotkreuz-Emblems
Abus de l'emblème de la Croix-Rouge**

Au mois de juin de cette année l'hebdomadaire américain «Newsweek» publiait une photo montrant trois officiers de la guérilla anti-sandiniste débarquant d'un hélicoptère frappé de l'emblème de la Croix-Rouge. Cet appareil transportait du matériel non sanitaire destiné à la Contra. Selon la représentation du CICR aux Nations Unies à New York une enquête avait été immédiatement ouverte et devrait aujourd'hui avoir abouti à des conclusions. Le Conseil fédéral peut-il renseigner sur les résultats de l'enquête effectuée sur cette affaire et sur les dispositions prises éventuellement par la direction du CICR pour éviter de tels abus?

M. **Aubert**, président de la Confédération: Dans le cas que vous avez évoqué, Madame Pitteloud, le Comité international de la Croix-Rouge a pris publiquement position, le 17 juin. Compte tenu de la neutralité que le Comité international de la Croix-Rouge tient toujours à observer, il s'est contenté de souligner que l'usage de l'emblème de la Croix-Rouge par les services sanitaires de forces combattantes, dans des conflits armés, doit avoir pour seul but la protection des blessés, des malades et de ceux qui les soignent. Tout autre usage de cet emblème, non seulement viole les règles en vigueur, mais peut conduire à priver les blessés et les malades de l'aide humanitaire à laquelle ils ont droit. Le Conseil fédéral ne peut que partager ces préoccupations. Il attache beaucoup d'importance à ce que ces dispositions du droit international humanitaire, comme il l'a maintes fois proclamé, soient respectées.

Frage 2:**Rechsteiner. Westsahara. Humanitäre Bemühungen
Sahara occidental. Aide aux prisonniers**

Seit der widerrechtlichen Besetzung der Westsahara verweigert Marokko dem IKRK den Kontakt mit den Hunderten von gefangenen Saharais, auf deren dramatische Situation A. Hay u. a. anlässlich der 25. Konferenz des IKRK vom Oktober 1986 aufmerksam gemacht hat. In den letzten Wochen häufen sich die Meldungen über ihre menschenunwürdige Behandlung erneut. Da Marokko gleichzeitig in Europa diplomatisch immer aktiver wird, möchte ich den Bundesrat fragen, welche Möglichkeiten der Einflussnahme ihm im Interesse der Menschenrechte und der Humanität offenstehen und inwieweit er bereit ist, sich entsprechend einzusetzen.

M. **Aubert**, président de la Confédération: Dans le conflit du Sahara occidental, la détention prolongée, souvent depuis des années, de prisonniers des différentes parties dans des conditions difficiles pose un problème humanitaire très grave qui préoccupe le Conseil fédéral. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'échange de prisonniers entre le Maroc et l'Algérie, intervenu le 25 mai 1987. Le Conseil fédéral espère que l'ouverture prochaine d'une

«délégation régionale» du Comité international de la Croix-Rouge pour l'Afrique du Nord, à Tunis, permettra de s'occuper davantage des victimes du conflit du Sahara occidental. Le Département fédéral des affaires étrangères a, par ailleurs, soutenu financièrement les efforts du CICR en faveur des prisonniers sahraouis détenus au Maroc. Le département est également intervenu en faveur du CICR à l'occasion du voyage du Secrétaire d'Etat Brunner, en 1986, au Maroc, et lors de la visite, à Berne, que m'a rendue le ministre des affaires étrangères du Maroc, M. Abdellatif Filali, le 22 juin dernier.

Le département entend poursuivre ses efforts en vue d'obtenir que le Comité international de la Croix-Rouge puisse s'occuper aussi bien des prisonniers sahraouis que des prisonniers marocains.

Frage 3:**Braunschweig. Hinrichtungen in Südafrika
Exécutions en Afrique du Sud**

Neuerdings sind – gemäss «NZZ» – zwei schwarze Südafrikaner, Moses Janijies und Mlamli Mielies, im Zentralgefängnis von Pretoria hingerichtet worden (zusammen mit fünf nichtpolitischen Verurteilten).

In welcher Weise hat sich der Bundesrat der internationalen Protestbewegung und den westeuropäischen Bagnadigungsgesuchen angeschlossen?

Was gedenkt der Bundesrat im Hinblick auf die 30 weiteren politischen Todesurteile zu unternehmen, die vollstreckt werden sollen?

M. **Aubert**, président de la Confédération: Nous avons aussitôt fait convoquer au Palais fédéral, par l'ambassadeur Alfred Rüegg, chef de la Division II, l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Berne, pour lui faire part de l'émotion et des protestations suscitées en Suisse par l'exécution de Moses Janijies et de Mlamli Mielies, à la prison centrale de Pretoria. Notre ambassadeur a exprimé les sérieuses préoccupations des autorités suisses, convaincues que de telles exécutions ne peuvent qu'aggraver les tensions sociales et créer des obstacles supplémentaires au dialogue que nous n'avons pas cessé de conseiller aux parties concernées. Le département est également intervenu, je tiens à le souligner, en faveur d'un groupe de plus d'une vingtaine de condamnés qui risquent de subir prochainement le même sort, en insistant pour que des mesures de clémence soient prises à leur égard.

Braunschweig: Ich danke Ihnen, Herr Bundespräsident, für Ihre Stellungnahme, für diese eindeutigen und klaren Worte. Es ist ja nicht das erste Mal, dass hier so gesprochen wird; dies hat sich seit zwanzig Jahren zum x-ten Mal wiederholt. Nun habe ich aber doch die Frage an den Bundesrat: Wie lange noch solche Worte und Proteste? Spürt er denn nicht endlich, dass diese Sprache von dem Regime in Südafrika nicht verstanden wird? Heute braucht es die Sprache des Boykotts! Alle Länder, die mit unserem Land verglichen werden können – vor allem im Westen –, haben dies begriffen. Wie lange geht es, bis es auch in diesem Land die massgebenden Kreise und insbesondere der Bundesrat begreifen?

M. **Aubert**, président de la Confédération: Monsieur Braunschweig, nous ne pouvons faire plus que nous ne faisons, à savoir, d'intervenir, dans chaque cas. Nous l'avons fait. Nous avons émis des protestations; nous avons convoqué l'ambassadeur d'Afrique du Sud à Berne, au Palais fédéral. Nous nous sommes inquiétés de cette situation. Que pouvons-nous faire de plus? Nous sommes intervenus – comme je l'ai souligné tout à l'heure – également en faveur de vingt autres prisonniers qui risquent la même peine que les deux exécutés auxquels vous avez fait allusion.

Frage 4:**Rechsteiner. Todesurteile gegen politische Gefangene in Chile**

Prisonniers politiques chiliens condamnés à la peine capitale

In Chile sind vierzehn politische Gefangene von der Todesstrafe bedroht. Gerettet werden können sie nur durch den Druck und die Aufnahmebereitschaft demokratischer Länder.

Was gedenkt der Bundesrat zu unternehmen, damit die von der Todesstrafe bedrohten politischen Gefangenen gerettet werden können? Wäre die Schweiz (zusammen mit anderen westeuropäischen Staaten) allenfalls bereit, die bedrohten Menschen aufzunehmen?

M. **Aubert**, président de la Confédération: Monsieur Rechsteiner, comme vous le savez, nous avons toujours suivi et nous suivons avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation des droits de l'homme au Chili et nous intervenons en faveur du respect de ces droits chaque fois que nous en voyons la possibilité. C'est ainsi que, lors d'une démarche motivée notamment par le sort des quatorze condamnés qui font l'objet de votre question, notre ambassadeur à Santiago, M. Sven Meili, a prié instamment les autorités chiliennes de respecter les droits fondamentaux des détenus, tel que le droit à un traitement humain et à un jugement équitable. Par ailleurs, et pour répondre plus précisément à votre question, si le gouvernement chilien devait autoriser ces personnes à quitter le Chili, la Suisse serait prête à examiner, conformément à notre législation en vigueur, les demandes d'asile qui pourraient lui être présentées. J'ajoute – et c'est important – qu'un groupement s'est constitué comprenant des parents des quatorze personnes auxquelles vous avez fait allusion; cette délégation a entrepris un voyage en Europe pour consulter divers gouvernements et les rendre attentifs aux violations graves des droits de l'homme au Chili. Celle-ci a été reçue par notre département, jeudi 24 septembre, il y a exactement quatre jours, par notre collaboratrice Mme Lise Favre. Je tenais à ce que vous le sachiez.

Frage 5:

Braunschweig. Chancen für eine Nahost-Konferenz Chances d'une conférence sur le Proche-Orient

Nach den Besuchen des jordanischen Königs, des PLO-Chefs und des israelischen Aussenministers in der Schweiz frage ich den Bundesrat, wie sich die Lage im Nahen Osten und die Chancen für eine Nahost-Konferenz seit der Sommersession entwickelt haben.

M. **Aubert**, président de la Confédération: Monsieur Braunschweig, nous n'avons pas seulement rencontré le roi de Jordanie, le chef de l'OLP et le ministre des affaires étrangères d'Israël. En février déjà, nous avons reçu M. Kadoumi, chef du département politique de l'OLP; en avril, nous avons reçu le président d'Israël Chaim Herzog; le 27 avril, M. Smail Hamdani, secrétaire général au Ministère des affaires étrangères d'Algérie; le 14 mai, M. Boutros Ghali, ministre d'Etat égyptien; le 15 juin, M. Jossi Beilin, directeur général des affaires étrangères au Ministère des affaires étrangères d'Israël; le 22 juin, M. Filali, dont nous avons parlé tout à l'heure, ministre des affaires étrangères du Maroc; le 27 juin, M. Shimon Perez, ministre des affaires étrangères d'Israël; M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, le 9 juillet, ainsi que le Président Mubarak d'Egypte, à l'occasion de l'ouverture de la CNUCED à Genève; du 17 au 19 septembre, vous y avez fait allusion, c'était le Roi Hussein de Jordanie et le 2 octobre prochain, c'est-à-dire vendredi, le président du Liban, M. Amin Gemayel. Malgré les progrès qui ont pu être obtenus, il est évident que tous les obstacles n'ont pas été levés, il s'en faut de beaucoup. Je les rappelle très rapidement. Il n'y a aucune unité de vues quant aux modalités et à la forme de la conférence; certains souhaitent une conférence avec une ouverture solennelle sous l'égide des Nations Unies, en présence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, étant entendu que cette conférence serait un «parapluie formel» sous lequel se réuniraient des groupes

géographiques voire bilatéraux. D'autres désirent que la conférence ait la compétence d'imposer une solution aux différents protagonistes, c'est-à-dire souhaite une conférence décisionnelle et non pas seulement une conférence d'enregistrement des groupes géographiques. Le deuxième grand obstacle – vous le savez – est que le Gouvernement et le Parlement israéliens sont toujours partagés quant à l'opportunité d'une telle conférence. La troisième difficulté provient du fait que ceux qui, en Israël, appuient le principe de cette conférence internationale pour la paix subordonnent à la participation de l'Union soviétique et de la Chine, à une normalisation des relations entre Israël et ces deux pays ainsi qu'à une politique plus libérale en faveur de l'émigration des juifs soviétiques. Ces conditions ne sont toujours pas remplies.

Enfin, et c'est une question essentielle, le problème de la représentation des Palestiniens à cette conférence est loin d'être réglé. Cependant, Monsieur Braunschweig, il semble très probable que si, en dépit des obstacles, une conférence était mise sur pied, elle pourrait se tenir à Genève.

Question 6:

Soldini. Aids bei Frauen Le SIDA au féminin

Les femmes représentent 10 pour cent des cas de SIDA recensés en Suisse. Mais, déjà, sur les quelques 7000 tests positifs qui ont été portés à la connaissance de l'Office fédéral de la santé publique, 72 pour cent concernaient des hommes et 28 pour cent des femmes, dont la plupart entre 20 et 24 ans. Tout laisse supposer que cette proportion va s'accroître considérablement au cours des années à venir. D'après une brochure récemment diffusée par l'Aide suisse contre le SIDA «l'apparition des personnes du sexe féminin dans les statistiques des séropositifs et la possibilité de transmission par une femme enceinte du virus à son enfant, ont révélé de façon brutale aux intéressées la nécessité de se poser des questions quant à leur situation». Quelles mesures le Conseil fédéral envisage-t-il – au-delà de l'information déjà largement dispensée – pour permettre à nos compagnes de se déterminer sur les problèmes tels que le désir de maternité, la grossesse ou la mise au monde de bébés peut-être déjà contaminés par leur mère avant la naissance?

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Pour pouvoir résoudre les problèmes liés au contrôle des naissances, à la grossesse et à l'accouchement lorsqu'il y a infection de HIV, les femmes ont besoin d'une offre étendue d'informations et d'assistance. Le Conseil fédéral n'envisage pas de prendre des mesures répressives telles que des tests obligatoires de dépistage chez les femmes désireuses de se marier ou chez les femmes enceintes. La prévention vise à empêcher, autant que possible, une grossesse chez les femmes porteuses de HIV.

Comme vous le savez, l'Office fédéral de la santé publique a publié pour les médecins une information sur les infections HIV en gynécologie et en obstétrique. Au cours de cet été, l'Office fédéral a fait distribuer par des journaux à fort tirage, lus par les femmes, une brochure d'information rédigée sous forme de magazine et consacrée principalement aux problèmes qui se posent à la femme en relation avec le SIDA. J'ajoute que des femmes collaborent bénévolement dans les centres de consultation de l'aide suisse contre le SIDA où elles s'occupent plus particulièrement des problèmes inhérents à cette maladie, liés à la condition féminine. Encore une fois, des mesures radicales d'intervention violente, touchant éventuellement les droits de l'homme, ne sont pas envisagées, mais la place la plus large possible est faite à l'information qui demeure, à notre avis, tant qu'il n'y aura pas de remède contre la maladie, la seule voie praticable.

Question 7:

Soldini. Kosten von Aids. Krankenkassen beunruhigt SIDA trop coûteux. Caisses-maladie inquiètes

Les organes dirigeants des caisses-maladie sont inquiets de la progression rapide des cas de SIDA dans notre pays. Le Concordat suisse indique que chaque malade du SIDA coûte au moins 100 000 francs à la collectivité et il estime qu'il y aura en Suisse 3500 malades de ce fléau en 1991, ce qui correspondra à une charge financière de 350 millions. Les caisses-maladie semblent en mesure de faire face à cette grave situation jusqu'en 1991. Toutefois, si la maladie devait encore se développer, elles ne pourraient plus en supporter les coûts et la lutte contre le SIDA exigerait alors la participation de la Confédération, en vertu de la loi sur les épidémies, affirment-elles.

Comme gouverner, c'est prévoir, le Conseil fédéral peut-il me dire s'il partage cette analyse plutôt pessimiste et quelles mesures il envisage de prendre pour calmer les inquiétudes du Concordat des caisses-maladie et de l'opinion publique suisse.

M. Cotti, conseiller fédéral: Je commencerai, Monsieur Soldini, par vous fournir une estimation de l'évolution future de la maladie, largement rendue publique. On comptera, dans quatre ans, sur un total d'environ 3500 cas de SIDA, dont la moitié ne sera plus en vie à ce moment-là, 3500 cas depuis le déclenchement de la maladie. Les chiffres donnés par le concordat ne sauraient être négligés, ils doivent cependant être mis en relation avec une série d'autres éléments. Les caisses-maladie ont dépensé, en 1985, plus de 6 milliards de francs pour les soins médicaux et pharmaceutiques. Dès lors, un système de cette ampleur devrait, de l'avis du Conseil fédéral, pouvoir faire face à la prévisible augmentation des dépenses. Si la prise en charge des cas de SIDA devait se répercuter sur les assurés par des augmentations de cotisations intolérables, la question d'une intervention se poserait, indiscutablement, au Conseil fédéral. Les prestations financières de la Confédération ne pourraient toutefois pas être allouées en vertu de la loi sur les épidémies. Ce sera donc dans le cadre de la loi sur les caisses-maladie qu'il faudra éventuellement organiser cette intervention supplémentaire que nous ne prévoyons pas encore de manière officielle aujourd'hui. Nous espérons pouvoir nous en passer.

Frage 8:

Steffen. Aids-Aufklärungsheft Brochure explicative sur le SIDA

Das Schweizerische Jugendschriftenwerk (SJW) hat in Zusammenarbeit mit der Aids-Hilfe Schweiz, dem Bundesamt für Gesundheitswesen (BAG) und dem Pestalozzianum Zürich das Heft «Aids – Ich doch nicht» herausgegeben. Es ist für Volksschüler ab dem 8. Schuljahr bestimmt. Neben sachlichen Informationen enthält die Schrift Texte in widerlicher Gassensprache, Adressen von Homosexuellen-, Lesben- und Prostituierten-Organisationen und Aufrufe wie: «Lass Dich nicht drängen, Dich auf das eine oder andere (Homo- oder Heterosexualität) festzulegen». Kann sich der Bundesrat mit dieser Form der Aids-Aufklärung identifizieren?

M. Cotti, conseiller fédéral: Monsieur Steffen, je dois répéter ici ce que j'ai déjà dit, au printemps dernier, lors d'une première discussion au sujet de cette épidémie particulièrement grave qui menace autant qu'ailleurs la santé dans notre pays. La seule voie qu'il nous est permis d'envisager aujourd'hui est celle de la prévention, ce qui suppose l'information la plus ample possible. C'est la raison pour laquelle nous sommes d'avis qu'il ne faut pas tracer des limites excessives à cette information. Il est essentiel, à mes yeux et aux yeux du Conseil fédéral, qu'elle touche tous les domaines susceptibles d'intéresser le développement du SIDA, même s'il s'agit – et nous savons qu'il en est ainsi très souvent – de sujets particulièrement délicats. C'est pourquoi l'Office fédéral de la Santé, lorsqu'il est appelé à émettre un jugement sur les aspects médicaux des informations, ne peut se soustraire à l'obligation de fournir intégralement ces renseignements et son avis médical. Cela ne signifie pas que

l'Office fédéral ou le Conseil fédéral s'identifie toujours avec certaines formes de cette information, mais je dirai que les limites doivent être fixées très loin, et il est important, sur ce point, en raison de la délicatesse indiscutable du problème, d'éviter qu'on ne donne pas toute l'information nécessaire. Par conséquent, je maintiens ce que j'avais déclaré au mois de mars quant à ces aspects très délicats, dont les limites sont toujours très difficiles à situer.

Steffen: Ich weiss, wie heikel diese ganze Frage ist, und ich kann mich in Ihre Haut, Herr Bundesrat Cotti, hineindenken. Aber ich glaube, es ist doch wesentlich, dass sich der Bundesrat Klarheit verschafft: Wo sind die Grenzen, zum Beispiel bei Public-Relations-Aktionen, für Dinge, die unserer Meinung nach im sexuellen Bereich nicht in Ordnung sind? Es gibt Informationen, die man einem Vierzehnjährigen nie auf diese Weise bekanntgibt!

Weil der Bundesrat über sein Bundesamt für Gesundheitswesen mit der Aids-Hilfe kooperiert, frage ich ihn: Ist die Aids-Hilfe eine Public-Relations-Organisation von Aidsgefährdeten Minderheiten, oder ist sie eine neutrale Organisation für Hilfe und Information, was sie eigentlich sein müsste?

Bundesrat Cotti: Ich danke Ihnen, Herr Steffen, dass Sie sich in meine Haut hineinfühlen können. Aber im Grunde genommen versuche ich auch in diesem Fall, das Problem sehr nüchtern anzugehen.

Dazu folgendes: Wir haben von Anfang an eine Zusammenarbeit mit der Organisation der Aids-Hilfe angestrebt, in der Meinung, das Bundesamt für Gesundheitswesen und ganz allgemein der Staat könnten allein die Fragen der Information nicht lösen. Wir sind einfach auch auf private Organisationen angewiesen.

Wir haben vor kurzem von gewissen Entwicklungen in der Aids-Hilfe erfahren; wir beabsichtigen, diese genau zu verfolgen. Aber vorderhand ändert sich an unserer Auffassung über die Zusammenarbeit nichts.

Frage 9:

Segmüller. Resultat des 6. Treffens der Umweltminister der Schweiz, Oesterreichs und Deutschlands Bilan de la 6e rencontre des ministres de l'environnement d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse

Es ist bekannt, dass die ersten fünf Treffen eine sehr konstruktive Zusammenarbeit gefördert haben. Diesmal waren alle drei Minister am Treffen in Konstanz neu im Amt. Welches waren die Erfahrungen und die konkreten Resultate des Treffens, und welches ist die konkrete Beurteilung aus der Sicht der Schweiz über ihre intensiven Beziehungen im Umweltschutz in bezug auf EFTA und EG?

M. Cotti, conseiller fédéral: En effet, Madame Segmüller, j'ai participé avec mes collègues de la République fédérale d'Allemagne et d'Autriche, la semaine dernière, pour la première fois, à une rencontre. De telles rencontres correspondent à une pratique mise en vigueur déjà depuis quelques années entre les trois pays. Je puis vous dire que nous avons pu constater, comme d'ailleurs la presse l'a largement signalé – vous en avez sûrement pris connaissance – que les lignes d'action des trois pays sont, de manière très réjouissante, convergentes.

Nous avons souligné différents aspects que je me permets d'indiquer de manière ponctuelle ici, avant tout à l'échelon d'une convention internationale sur les oxydes d'azote que nous favorisons actuellement intensément. Cette convention internationale est en train de se réaliser, mais hélas, ne répond pas aux attentes qui sont les nôtres et celles de nos partenaires allemands et autrichiens. Nous avons décidé d'accroître notre coopération au niveau des experts, notamment au sujet de la question des gaz d'échappement des véhicules lourds, des déchets dangereux et de la pollution accidentelle. Nous avons surtout décidé d'établir une collaboration étroite lors de la première réunion des ministres de l'environnement des Communautés européennes et de

l'AELE qui se tiendra à La Haye, comme vous le savez, le 25 octobre prochain. Je signale que cette première réunion a été convoquée à l'initiative de la Suisse et de la Hollande, en vue d'essayer d'élargir à l'échelon général européen une collaboration qui est, à juste titre, réclamée par le Parlement, notamment.

Frau Segmüller: Ich stelle fest, dass die Marschrichtung, die von den drei Ländern im Bereich Verstärkung der Anstrengungen im Umweltschutz eingeschlagen wird, durchaus erfreulich ist, dass offensichtlich der gemeinsame Wille da ist.

Was mich mehr interessieren würde, wäre der Zeitplan. Hat man zeitliche Vorstellungen, bis wann was realisiert werden kann: zum Beispiel die internationale Vereinbarung, die Sie erwähnt haben, aber auch Ziele mit zeitlichen Vorgaben in den Bereichen Schwerverkehr, Abfälle usw.? Ich meine, dass wir alle nicht nur daran interessiert sein müssen, dass wir auf dem richtigen Weg sind, sondern auch, dass bald etwas geschieht.

Bundesrat Cotti: Zur Frage der internationalen Vereinbarung über die Stickoxide bestätige ich Ihnen, Frau Segmüller, dass diese Vereinbarung, die – ich betone es – ebenfalls von der Schweiz, anlässlich des Dreiertreffens von Saas Fee, vorgeschlagen worden ist, vor dem Abschluss steht.

Die Frage, die wir uns zusammen mit der Bundesrepublik Deutschland, Oesterreich und sicher auch mit anderen Ländern stellen, ist die: Entsprechen die Inhalte der Vereinbarung unseren Erwartungen oder sind sie nicht eventuell zu niedrig? Wir sind eindeutig der Auffassung, sie seien zu niedrig. Wir versuchen, die anderen Länder nun dazu zu bewegen, doch etwas weiter zu gehen. Aber Sie wissen, in einer Vereinbarung ist es wie in einer Ehe: man muss einen gemeinsamen Willen haben.

In bezug auf die schweren Lastwagen sind die Termine der Schweiz genau bekannt. In wenigen Tagen tritt die erste Reduktionsvorschrift in Kraft. Bereits ist eine Verschärfung dieser Massnahme in Vernehmlassung. Es ist sicher auch erfreulich, dass sich gerade in diesem Fall sowohl unsere bundesdeutschen wie auch die österreichischen Partner bereit erklärt haben, den zeitlichen Ablauf der Schweiz zu übernehmen. Ich meine, wir sollten nicht den Eindruck erwecken wollen, die Besten der Klasse zu sein. Aber wenn wir es einmal sind, gilt es – gerade in einem Moment, wo immer wieder beklagt wird, wir machten zu wenig –, dies objektiv festzustellen.

Zum Schluss darf ich zu den Störfällen und den Schadstoffemissionen, die damit im Zusammenhang stehen, erwähnen, dass die drei Länder vereinbart haben, sich anlässlich eines künftigen Treffens der OECD im Monat Januar 1988 in Paris ein gemeinsames Ziel zu setzen.

A la suite de cette première rencontre, une chose m'a paru insatisfaisante: la Suisse, qui n'est pas uniquement un pays de langue allemande, se retrouve de manière systématique aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche; en revanche, elle n'est pratiquement jamais associée à la France et à l'Italie et, comme vous le savez probablement aussi, je me suis promis de lancer une initiative au niveau ministériel afin que, si les Italiens et les Français le désirent, nous puissions aussi institutionnaliser des rencontres avec eux.

Question 10:

Gautier. KMGV. Auslegung LAMM. Interpretation

Le 6 décembre, le peuple suisse se prononcera sur l'acceptation de la LAMA. La campagne référendaire fait apparaître des craintes quant à la manière dont le Conseil fédéral interprétera certains articles au niveau des ordonnances.

Le Conseil fédéral peut-il me dire si son intention, dans cette interprétation, est bien de maintenir une médecine libérale ou non, sous prétexte d'économies, de multiplier les tracasseries administratives ou les contrôles entravant la liberté d'action du médecin (art. 23 LAMM)? Le Conseil fédéral entend-il bien laisser subsister le système des tarifs conven-

tionnels cantonaux en excluant dans ce domaine un tarif fédéral unique? (art. 22septies). Enfin prévoit-il des conditions permettant l'exploitation des cliniques privées et la rétribution des médecins y pratiquant, malgré le tarif forfaitaire (art. 22quinquies)?

M. Cotti, conseiller fédéral: Monsieur Gautier, votre question arrive à point nommé pour tirer au clair certaines interprétations relatives à l'évolution future de l'assurance-maladie, à la suite des aspects qui sont en révision actuellement. Je vous affirme très clairement que la révision partielle, votée récemment, ne remet pas en question, dans l'opinion du Conseil fédéral, mais alors de la manière la plus absolue, les principes de base de la loi actuelle. Ainsi, la LAMM ne met pas et ne peut pas mettre en péril la médecine libérale et elle entend sauvegarder la liberté d'action des médecins. Elle doit toutefois, pour mieux maîtriser les coûts de la santé, prévoir, comme c'est le cas, certaines mesures d'économies qui ne touchent d'ailleurs pas seulement des médecins. La nouvelle loi ne donne pas non plus à la Confédération la compétence de fixer un tarif fédéral. Elle en reste au principe de la fixation des tarifs sur le plan conventionnel avec l'approbation traditionnelle des gouvernements cantonaux.

Quant à l'exploitation des cliniques privées, elle n'est pas non plus mise en cause. Comme actuellement, le système prévu dans la loi s'applique seulement à la division commune financée par l'assurance de base, la prise en charge d'un séjour en clinique privée reste, par conséquent, du domaine de l'assurance complémentaire, comme on l'appelle, ce qui signifie que les caisses ne sont pas liées par les prescriptions légales relatives notamment au tarif forfaitaire.

Je pense ainsi, Monsieur Gautier, vous avoir tranquilisé.

Question 11:

Jaggi. Verstärkte Konkurrenz unter den Krankenkassen Caisse-maladie. Concurrence accrue et mutualité oubliée

Entrées en vigueur le 1er janvier 1987, les ordonnances V du Conseil fédéral et 11 du DFI sur l'assurance-maladie accordent aux caisses un délai d'un an, soit jusqu'au 1er janvier 1988, pour adapter leurs conditions antérieures aux nouvelles dispositions relatives notamment aux franchises. D'où résulte non seulement une aggravation de la situation de nombreux assurés anciens, mais aussi une accélération du processus de concentration dans le secteur des caisses-maladie. Seules les plus grandes d'entre elles peuvent se livrer aux sous-enchères et autres manoeuvres pour «écrémer» les bons risques (création de filiales ad hoc p. ex.). Que pense le Conseil fédéral de cette évolution, absolument contraire au principe de la mutualité, et quelles mesures envisage-t-il pour la contrer, dans l'intérêt des assurés qui ne peuvent profiter des conditions désormais offertes aux nouveaux affiliés jeunes et en bonne santé?

M. Cotti, conseiller fédéral: La question que pose Mme Jaggi, si elle manifeste un aspect ponctuel d'actualité, pourrait nous conduire à une discussion autour du système même de notre prévoyance en matière de maladie. Le principe de la mutualité que vous invoquez, Madame, signifie entre autres qu'à l'intérieur d'une même caisse (je dis bien à l'intérieur d'une même caisse) à prestations d'assurance égales doivent correspondre des cotisations égales.

Les modifications d'ordonnance auxquelles vous vous référez renforcent, à notre avis, ce principe, dans le sens que, d'une part, les patients privés doivent payer un supplément à la cotisation de l'assurance de base et, d'autre part, que les cotisations valables pour les assurances munies d'une franchise annuelle à option plus élevée, doivent se trouver dans une relation déterminée avec les cotisations de l'assurance de base, ce qui signifie que cela occasionnera quelques augmentations de cotisations pour certains assurés qui ne sont pas nécessairement toujours ceux auxquels vous vous référez, mais aussi et surtout des assurés qui représentent des risques moins lourds pour les assurances.

Le système actuel, qui se caractérise par un grand nombre de caisses-maladie autonomes du point de vue financier, ne peut en principe, malgré tout et de manière générale, éviter une situation comme celle que vous indiquez. Il serait toutefois souhaitable, et nous en avons fait part aux caisses-maladie, qu'elles évitent de leur propre chef une concurrence déraisonnable et n'essaient pas, par tous les moyens, d'acquiescer, à la place des autres, les candidats à l'assurance qui sont jeunes et ne présentent qu'un faible risque de maladie.

C'est un fait qu'une lutte de cette nature pourrait même remettre en question le système actuel qui confère une grande liberté aux caisses-maladie, système qui a fait ses preuves, mais dont on ne doit pas abuser.

Mme **Jaggi**: Vous n'avez pas répondu à la question que j'ai posée. En effet, vous dites qu'il serait souhaitable que les choses n'aillent pas comme on voit qu'elles vont. Vous ne donnez pourtant pas la vision que le Conseil fédéral a des mesures qu'on pourrait prendre pour qu'elles n'aillent plus dans le sens d'une concentration et surtout d'une concurrence entre les caisses que vous qualifiez vous-même de trop vive et devant être modérée, ce qui est souhaitable. Un domaine et ses structures que le secteur public finance dans une proportion insuffisante, mais tout de même élevée, devrait être sous une influence de l'Etat autre que celle de vœux pieux.

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Je tiens à être clair afin d'éviter tout malentendu. En effet, la concurrence acharnée et ponctuelle concernant la chasse aux assurés à risques limités n'est pas souhaitable, mais la concurrence entre les caisses-maladie elle, est souhaitable; elle est même à la base de notre système qui, autrement, ne se justifierait pas.

Quant aux mesures réelles que le Conseil fédéral peut envisager, je ne peux pas vous en indiquer actuellement de spécifiques, mais on parviendra peut-être encore aujourd'hui à examiner une interpellation présentée par Mme Aubry. Vous pourrez alors voir quelles seront les possibilités d'intervention. Elles ne seront éventuellement pas tout à fait satisfaisantes, mais elles devraient permettre de faire quelques pas en avant, au moins en ce qui concerne la transparence.

Question 12:

Christinat. Internationale Konferenz über den Schutz der Ozonschicht. Konsequenzen

Conférence internationale sur la protection de la couche d'ozone stratosphérique

Tout récemment a eu lieu au Canada une conférence internationale sur la protection de la couche d'ozone stratosphérique.

Le Conseil fédéral peut-il tirer un premier bilan des acquis de cette réunion et en particulier indiquer le plan de réduction des émissions de CFE (chorafluor-carbone) dans notre pays?

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Votre question a trait au protocole signé il y a quelques jours au Canada, suite à la convention de Vienne en matière de lutte contre les atteintes à la couche d'ozone.

Le Conseil fédéral, qui attribue à ce protocole une très grande importance, a soutenu celui-ci dès le début, même si, comme cela est souvent le cas, sa teneur est bien en-deçà de ce qui est déjà en train de se réaliser dans notre pays.

Nous constatons encore que, sur le plan international, les pays mettent en oeuvre des mesures qui sont déjà largement appliquées en Suisse. Nous nous efforçons toujours de modifier les conditions qui prévalent sur le plan international, pour les mettre en rapport avec celles qui existent dans notre pays; malheureusement, très souvent, cela n'est pas possible. En effet, quelques pays ne dépassent pas certains minima et, malgré toutes sortes d'efforts, ne parviennent pas à le faire. En outre, pour des raisons économiques compréhensibles, un pays riche peut souvent se permettre davan-

tage qu'un pays pauvre qui a des exigences plus élémentaires à satisfaire.

Cependant, le Conseil fédéral juge le protocole excellent. C'est un premier pas fondamental accompli en vue d'un travail de longue haleine. Les menaces qui apparaissent à l'horizon, si on les compare à d'autres, en matière de pollution de l'air par exemple, ne toucheront pas la Suisse à brève échéance mais se concrétiseront dans des dizaines d'années, de manière vitale pour toute l'humanité.

Mme **Christinat**: Je remercie le Conseil fédéral de sa réponse, mais je profite de cette occasion pour lui demander de décréter, dans notre pays, l'interdiction pure et simple de l'utilisation des gaz CFC dans les bombes aérosols. Cela est faisable puisqu'il existe des possibilités de remplacement. Je trouve en outre que cette décision est plus facile à prendre que celle de freiner la pollution provoquée par les voitures. Depuis 1978 déjà, les Etats-Unis ont décidé l'interdiction des gaz propulseurs dans les bombes aérosols. Par conséquent je vous demande de prendre également cette mesure immédiatement en ce qui concerne la Suisse.

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Un débat assez important relatif à la Convention de Vienne se déroulera dans quelques jours au Conseil des Etats. Je m'exprimerai à ce moment-là de manière plus approfondie.

Cependant, selon les informations que je détiens, il est vrai qu'une interdiction existe aux Etats-Unis, mais il est aussi vrai que cette interdiction comprend des exceptions qui représentent, aujourd'hui, à peu près le 10 pour cent de la consommation «ante-interdiction» aux Etats-Unis. En Suisse, on arrive presque au même résultat.

Je reste très sommaire et serai plus précis au Conseil des Etats.

Frage 13:

Brügger. Preis- und Absatzschwierigkeiten der schweizerischen Waldwirtschaft

Economie forestière. Mesures d'assainissement

Was gedenkt der Bundesrat im Sinne von Sofortmassnahmen (z. B. über den Bundesbeschluss über Beiträge an ausserordentliche Massnahmen gegen Waldschäden bzw. über die Revision des Forstgesetzes) zu unternehmen, um in diesem gemeinwirtschaftlich bedeutungsvollen Sektor einen Leistungszusammenbruch zu verhindern bzw. eine längerfristige Sanierung zu erreichen? Ist der Bundesrat bereit, im Sinne eines Waldschutzes an der Grenze, den Holzimport zollmässig zu belasten?

M. **Cotti**, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral a souligné à plusieurs reprises que des mesures prises à la frontière ne peuvent pas représenter un instrument approprié pour résoudre les problèmes de l'économie forestière. Je conviens qu'un effort accru est nécessaire du point de vue de l'appui et des mesures intérieures. Le Conseil fédéral considère qu'il est indispensable de prolonger l'arrêté fédéral du 4 mai 1984 et prévoit d'introduire des mesures supplémentaires (qui vont au-delà de l'arrêté) que nous sommes en train de discuter avec les secteurs économiques concernés. Ces mesures, toujours provisoires, seront complétées par d'autres, prévues dans le projet de loi forestière qui sera soumis au Parlement au cours de l'année prochaine.

Brügger: Als Mitglied der Exekutive einer Gemeinde im voralpinen Gebiet kenne ich die Probleme des angeschlagenen Holzmarktes im Massstab 1:1. Die Forstrechnungen sehen von Jahr zu Jahr schlechter aus; wir befinden uns im wahrsten Sinne des Wortes in einem Teufelskreis, der sich immer rascher dreht. Defizite führen notgedrungen zu Reduktionen der Pflegemassnahmen und tragen so indirekt zum Waldsterben bei.

Die Lage muss als ernst bezeichnet werden, und ich möchte Sie fragen, Herr Bundesrat, ob Sie im Rahmen des bestehenden Bundesbeschlusses den Artikel 2 vielleicht etwas grosszügiger behandeln könnten, um dadurch raschmöglichst und wirksam einzugreifen.

Bundesrat **Cotti**: Ich kann Ihre Frage grundsätzlich positiv beantworten, Herr Brügger. Sie wissen aber, dass der dringliche Bundesbeschluss am Ende des nächsten Jahres abläuft. Wichtiger als das wird wohl sein, wie der neue Ueberbrückungsbeschluss bis zur Inkraftsetzung des Forstgesetzes ausgestaltet sein wird.

Frage 14:

Reich. Libanesischer Asylbewerber **Demandeurs d'asile libanais**

Seit Beginn dieses Monats ist ein starker Anstieg von Gesuchen libanesischer Asylbewerber festzustellen. Namentlich im Kanton Zürich, wo seit Anfang September über 130 Libanesen ein Gesuch einreichten, hat dies zu Engpässen und Problemen geführt. Nach Meinung der Zürcher Fremdenpolizei sind professionelle Schlepperorganisationen am Werk. Diese beschafften in Beirut Visa nach Italien, von dort führten sie die Libanesen über die grüne Grenze in die Schweiz. Aus gut informierten Kreisen ist zudem zu vernehmen, dass die Flüge Beirut-Mailand für die nächste Zeit völlig ausgebucht seien, was vermuten lässt, dass der Zustrom von libanesischen Asylbewerbern in naher Zukunft nicht abreißen wird.

Bundesrätin **Kopp**: Im Zusammenhang mit dem neuen Zustrom von libanesischen Asylbewerbern steht der Delegierte für das Flüchtlingswesen in ständigem Kontakt mit den zuständigen Behörden des Kantons und der Stadt Zürich. Durch seine Vermittlung konnten in der Zwischenzeit die Unterkunftsprobleme durch Umverteilung in andere Kantone einigermaßen bewältigt werden. Die illegal eingereisten Libanesen, die beinahe alle über gültige italienische Visa verfügten, werden unverzüglich weggewiesen und nach Italien zurückgeschafft. Viele von ihnen sind in der Zwischenzeit bereits wieder in den Libanon zurückgekehrt. Die übrigen Asylgesuche von Libanesen, die im Rahmen dieser Schlepperaktion in die Schweiz reisen, werden beschleunigt behandelt.

Question 15:

Robbiani. Waffen- und Drogenhandel. Rolle der Bundesanwaltschaft

Trafic d'armes et de drogue et Ministère public de la Confédération

Le Ministère public de la Confédération savait-il que la police et la magistrature tessinoises ont eu recours à un agent provocateur infiltré, Aldo Anghessa, pour tenter de démarquer un trafic illégal d'armes et de drogue entre le Moyen-Orient et la Suisse? Se justifiait-il d'accorder un sauf-conduit à un récidiviste, informateur semble-t-il des services secrets italiens? Le procureur général de la Confédération était-il informé de la rencontre organisée par Aldo Anghessa au siège de Lugano d'une grande banque suisse, en présence d'un commissaire de police, avec des émissaires des trafiquants d'armes? Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas que des opérations de ce genre, réalisées avec la complicité d'un agent double peu recommandable, sont de nature à porter atteinte à la sécurité nationale?

Bundesrätin **Kopp**: Die Bundesanwaltschaft hatte Kenntnis davon, dass ein Informant, Aldo Anghessa, den Tessiner Behörden Auskünfte über geplante illegale Kriegsmaterial- und Drogengeschäfte gab. Sie eröffnete deshalb Mitte Juli 1987 ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren wegen Verdachts von Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über das Kriegsmaterial. Der Informant Anghessa wurde indes nicht als Agent provocateur eingesetzt.

Die Bundesanwaltschaft wusste auch, dass die Tessiner Behörden nach sorgfältiger Rechtsgüterabwägung und im Rahmen der Tessiner Praxis Anghessa vereinzelt zeitlich begrenztes freies Geleit auf Tessiner Boden gewährten. Bei diesen vorübergehenden Aufenthalten im Tessin wurde Anghessa jeweils von einem kantonalen Polizeibeamten begleitet. Die Bundesanwaltschaft wurde auch über das im Tessin erfolgte Treffen mit europäischen Verbindungspersonen von Drogenhändlern orientiert.

Die Bundesanwaltschaft hatte und hat hingegen keine Kenntnis, ob es sich bei Anghessa auch um einen Informanten italienischer Geheimdienste handelte. Es trifft in keiner Weise zu, dass mit diesem Vorgehen die Sicherheit der Schweiz gefährdet wurde. Es ist, im Gegenteil, dadurch gelungen, die Einfuhr von Waffen und Sprengstoff in unser Land und das Anlegen entsprechender Depots zu terroristischen Zwecken zu verhindern.

Das Mittel der verdeckten Fahndung ist im übrigen eine zulässige und von der diesjährigen Uno-Betäubungsmittelnkonferenz in Wien anerkannte Ermittlungsmethode im Kampf gegen den internationalen illegalen Drogenhandel. Der Bundesrat begrüsst alle legalen Bestrebungen zur Verhinderung strafbarer Handlungen, namentlich solchen, die sich in schwerwiegender Weise gegen Leib und Leben von Personen richten.

M. **Robbiani**: Je vous remercie, Madame Kopp, de votre réponse, mais il y a des faits nouveaux dans l'affaire Anghessa. La presse tessinoise d'aujourd'hui – et je cite le journal radical *Il Dovere* – confirme que M. Anghessa était un agent des services secrets italiens. Ce n'est pas la première fois que les agents secrets italiens s'infiltrèrent chez nous et menacent d'importer le terrorisme en Suisse. Toujours de source journalistique, les bazookas et les armes découverts sur le cargo «Bustani» et destinés à constituer le dépôt d'armes pour les terroristes en Suisse, ont été achetés par Aldo Anghessa en personne à Beyrouth, pour 1000 dollars. Anghessa avait même proposé à la télévision suisse italienne de filmer la découverte, par la police italienne, de ce trafic d'armes. Il s'agit donc bel et bien du montage d'un mythomane, et non pas de la collaboration d'un informateur ou d'un agent, et je pense que le ministère public de la Confédération et le Conseil fédéral pourraient un jour informer le Parlement de cette étrange affaire, qui risque de menacer la sécurité de notre pays.

Bundesrätin **Kopp**: Ich nehme gerne Kenntnis von diesen neuesten Meldungen aus der Tessiner Presse von heute. Es ist selbstverständlich, dass die Bundesanwaltschaft die Angelegenheit mit grosser Aufmerksamkeit verfolgt und dass der Bundesrat zum gegebenen Zeitpunkt, wenn das Interesse vorhanden ist, das Parlament informieren wird.

Question 16:

Robbiani. Auslieferung von Licio Gelli **Extradition de Licio Gelli**

Le Conseil d'Etat genevois a demandé au Département fédéral de justice et police d'extrader en Italie Licio Gelli, «pour qu'on puisse le soigner», son état de santé étant précaire. Vu les implications politiques internationales de l'affaire Gelli, le Parlement devrait connaître les intentions du Conseil fédéral à ce sujet: telle est donc la question que je me permets de poser.

Bundesrätin **Kopp**: Am 13. September 1982 wurde Gelli in Genf im Auftrag des Bundesamtes für Polizeiwesen gestützt auf ein italienisches Fahndungsersuchen in Auslieferungshaft genommen. Am 10. August 1983 gelang ihm die Flucht. Das Schweizerische Bundesgericht hat mit Entscheid vom 19. August 1983 die Auslieferung Gellis an Italien wegen Verleumdung, Betrug, Kreditbetrug und betrügerischem Konkurs bewilligt. Bei zahlreichen weiteren Delikten verweigerte das Bundesgericht bzw. das BAP in seinem erstinstanzlichen Entscheid die Auslieferung, so wegen politischer und militärischer Spionage sowie krimineller Vereinigung. Diese Verweigerung erfolgte entweder mangels beidseitiger Strafbarkeit oder in Befolgung des Grundsatzes, dass die Schweiz wegen politischer Delikte keine Auslieferung gewährt. Der Entscheid des Bundesgerichtes ist nach wie vor rechtskräftig und vollstreckbar.

Am 21. September dieses Jahres stellte sich Gelli den Genfer Strafverfolgungsbehörden. Wegen Verdachts der Bestechung und Anstiftung zur Fluchthilfe befindet er sich seither in Genf in Untersuchungshaft. Einer Mitteilung des zuständi-

gen Generalstaatsanwaltes zufolge hat die Genfer Anklagekammer am 23. September für weitere drei Monate die Untersuchungshaft angeordnet. Gellis Anwesenheit in dieser Zeit ist für die Durchführung des Strafverfahrens notwendig.

Das europäische Auslieferungsübereinkommen sieht vor, dass der Auslieferungsvollzug aufgeschoben werden kann. Das Bundesgesetz über internationale Rechtshilfe in Strafsachen lässt zwar zu, den Auslieferungsvollzug trotz bestehender Untersuchungshaft anzuordnen. Ohne zwingende Notwendigkeit sollte davon abgesehen werden, und eine sofortige Auslieferung kommt im Interesse der in Genf geführten Strafuntersuchung gegenwärtig nicht in Frage. Die Auslieferung wird jedoch sofort vorgenommen, wenn Gelli im Genfer Strafverfahren nicht mehr benötigt wird. Eine vorübergehende Zuführung an Italien ist ausgeschlossen, liegt doch weder ein entsprechendes Ersuchen Italiens vor, noch sind die gesetzlichen Voraussetzungen dazu erfüllt. Ich habe in diesem Sinne die Genfer Regierung mit Schreiben vom letzten Freitag informiert.

Frage 17:

Fankhauser. Probealarm. Meldungen am Radio Sirènes d'alarme. Informations données à la radio

Bei Sirenenalarm soll Mann/Frau sofort das Radio einschalten und auf Weisungen warten. So wird die Bevölkerung instruiert, und sie versucht so gut es geht, sich an die Instruktionen zu halten.

Problematisch ist es trotz der Erfahrungen bei der Schweizerhalle-Katastrophe geblieben. Letzte Erlebnisse bei Unwetter-, Probe- und Falschalarm liefern die Beweise. Fehlende Weisungen der Radiosender, wie z. B. am Vormittag des 2. September in Zürich oder am 21. September in Schwamendingen, machen die Wirksamkeit des Konzeptes fragwürdig.

*– Kann die Bevölkerung erwarten, dass sie bei jedem Sirenenalarm sofort über Radiosender informiert wird?
– Welche Massnahmen sind in dieser Hinsicht getroffen worden?*

Bundesrätin Kopp: Mit Datum vom 1. Januar 1987 hat die Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft im Einvernehmen mit den interessierten eidgenössischen und kantonalen Stellen ein Merkblatt erlassen, das den Zugang zum Radio für die Verbreitung von Alarmierungsaufträgen und Verhaltensanweisungen sowie die Berichtigung von Fehlalarmen regelt.

Nach diesem Merkblatt verbreitet das Radio in solchen Fällen Bekanntmachungen, die von der Bundeskanzlei, der Nationalen Alarmzentrale oder den kantonalen und städtischen Polizeikommandos angeordnet werden. Die Organisation innerhalb der Kantone ist Sache der Kantonsregierungen.

Bei den gesamtschweizerisch angeordneten Probealarmen veranlasst das Bundesamt für Zivilschutz die mit dem Sirenenalarm koordinierten Durchsagen.

Frau Fankhauser: Aufgrund von Erfahrungen muss ich feststellen, dass die Kantone das Ganze noch nicht ganz beherrschen. Was kann der Bundesrat unternehmen, damit die Sache in den Kantonen tatsächlich klappt?

Bundesrätin Kopp: Frau Fankhauser, Sie haben in Ihrer Anfrage zwei Vorfälle im Kanton Zürich angesprochen. Einmal den Alarm vom 2. September. Dabei handelte es sich um einen Voralarm zum Wasseralarm. Dieser war in der Presse und in den Medien angekündigt worden, so dass eine nachträgliche Durchsage am Radio nicht mehr notwendig schien. Wasseralarm bedeutet, dass sich die Leute aus dem überflutungsgefährdeten Gebiet zurückziehen. Beim zweiten Vorfall, den Sie in Ihrer Anfrage auch erwähnt haben, nämlich demjenigen vom 21. September, handelte es sich um einen Fehlalarm, und logischerweise konnte dieser am Radio nicht angekündigt werden.

Frage 18:

Oehen. Strassenverkehrsunfälle. Alkohol-Promillesatz Accidents de la route. Taux d'alcoolémie

Bei der Behandlung der Interpellation Clivaz 86.921 Strassenverkehrsunfälle am 21. September 1987 antwortete Frau Bundesrätin Kopp auf eine entsprechende Frage – Zitat –: «Was die beiden Fragen von Herrn Oehen angeht, so wird die Frage, ob der Promillesatz von 0,8 auf 0,5 gesenkt werden kann, gegenwärtig geprüft.»

Diese Antwort hat in den Massenmedien ein bemerkenswertes Echo ausgelöst.

Demgegenüber hat das EJPD am 12. August 1987 zum selben Thema an die Adresse der Arbeitsgemeinschaft Schweizerischer Abstinenzorganisationen u. a. folgende Aussage gemacht – Zitat –: «Die unfallprophylaktische Wirkung der Limite von 0,5 Promille wird allgemein überschätzt.» Und an anderer Stelle: «... Diese ausgewogene Regelung (– die heute geltende) trägt den Anliegen der Verkehrssicherheit ganz gezielt Rechnung und hat den Vorteil, in der Praxis besser durchgesetzt werden zu können als eine generelle Senkung des Wertes auf 0,5 Promille.»

Ist nun das Problem in Prüfung, oder hat sich das EJPD auf eine definitive – offenbar negative – Haltung bereits festgelegt?

Bundesrätin Kopp: Die Herabsetzung des Blutalkoholgrenzwertes von 0,8 auf 0,5 Promille wurde schon verschiedentlich beantragt und letztmals bei der Behandlung eines Postulates am 15. Dezember 1983 durch den Nationalrat abgelehnt. Im Vernehmlassungsverfahren zur Teilrevision der Verkehrsregelnverordnung, dessen Auswertung gegenwärtig noch im Gange ist, wurde die Forderung wiederum vorgebracht. Bei der erneuten Prüfung des Anliegens haben sich aber keine neuen Gesichtspunkte ergeben. Ich habe mich persönlich nochmals eingehend mit dieser Frage befasst. Die Argumente, die seinerzeit gegen die Herabsetzung des Grenzwertes sprachen, haben sich weiterhin als stichhaltig erwiesen. Das EJPD hat deshalb keine Veranlassung, dem Bundesrat einen tieferen Grenzwert zu beantragen.

Frage 19:

Weder-Basel. Zeitschriften mit rassistischem Gedankengut

Revue d'inspiration raciste

Seit einiger Zeit werden an Schweizer Kiosken wieder Zeitschriften angeboten und verkauft, die eindeutig nazistisches und rassistisches Gedankengut verbreiten. Der Grossteil dieser Neonazi-Publikationen wird durch eine in Bern domizilierte Zeitungsagentur aus der Bundesrepublik Deutschland importiert.

Ich frage den Bundesrat an,

1. ob das Anbieten derart fragwürdiger Druckschriften nicht verboten werden sollte (auch der die freie Meinungsäußerung garantierende Artikel 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention sieht gesetzliche Einschränkungen in solchen Fällen vor);

2. ob er die Auffassung von namhaften schweizerischen Rechtsgelehrten teilt, wonach Rassismus auch bei uns strafrechtlich erfasst werden sollte?

Bundesrätin Kopp: Wie der Bundesrat bereits in seinen Stellungnahmen zur Motion Ziegler-Genf und Robbiani vom 16. Juni 1983, zur Einfachen Anfrage Petitpierre vom 19. Dezember 1985 sowie zur Interpellation Rechsteiner vom 20. Juni 1986 festhielt, beabsichtigt er, das Uno-Übereinkommen von 1965 zur Beseitigung aller Formen von Rassen Diskriminierung zu ratifizieren.

Der Bundesrat teilt mit Ihnen die Auffassung, dass Rassismus strafrechtlich erfasst werden sollte. Ein Verbot des Herstellens und Anbietens von Druckschriften mit rassistischem Gedankengut bedarf einer gesetzlichen Grundlage. Die diesbezüglichen Vorbereitungen für eine Teilrevision unseres Strafgesetzbuches sind im Gange. Der Bundesrat wird den eidgenössischen Räten in der ersten Hälfte der

neuen Legislaturperiode eine entsprechende Botschaft unterbreiten.

Question 20:

Aubry. Einmischung eines Belgiers in die Jurafrage
Ingérences d'un maire belge dans le problème jurassien
A plusieurs reprises des orateurs étrangers se sont immiscés dans la vie politique suisse.

A Vellerat, commune située sur le territoire du canton de Berne, M. José Happart, maire des Fourons (Belgique) a apporté son appui au Rassemblement jurassien et s'est permis des remarques blessantes à l'égard des Suisses alémaniques en déclarant entre autres: «Ici on revient à l'école de la résistance»; des déclarations à la fête du peuple jurassien, le 13 septembre à Delémont sont du même acabit, c'est-à-dire un appel à la révolte contre les Autorités cantonales ou fédérales.

1. Je demande au Conseil fédéral si M. José Happart, personnage agitateur en Belgique était en possession d'une autorisation de s'exprimer?

2. S'il ne serait pas opportun de trouver une solution visant à interdire à des orateurs étrangers de venir soutenir des minorités séparatistes et subversives?

Bundesrätin Kopp: Gemäss Bundesratsbeschluss betreffend politische Reden von Ausländern vom 24. Februar 1948 dürfen Ausländer, die keine Niederlassungsbewilligung besitzen, an öffentlichen oder geschlossenen Versammlungen nur mit besonderer Bewilligung über ein politisches Thema reden. Ueber die Bewilligung entscheidet grundsätzlich die für den Versammlungsort zuständige Kantonsregierung oder die von ihr bezeichnete Amtsstelle.

Der belgische Staatsbürger José Happart, Bürgermeister von Les Fourons und Abgeordneter im Europa-Parlament, hat in der Tat anlässlich des fünften Jahrestages der freien Gemeinde Vellerat und anlässlich des Festes des jurassischen Volkes das Wort ergriffen, ohne im Besitz der entsprechenden kantonalen Bewilligung zu sein.

Aufgrund der geltenden Kompetenzordnung konnte der Bundesrat nicht handeln, auch wenn er im vorliegenden Fall die Aussagen des Redners als unangebrachte politische Einmischung qualifiziert.

Frage 21:

Ruf-Bern. Asylant als Sekretär der zairischen Botschaft
Pseudo-réfuglé promu secrétaire à l'Ambassade du Zaïre
Im Oktober 1986 wurde der Zairer Mulopo Nku Ndjoko, der 1985 in der Schweiz politisches Asyl erhalten hatte, zum ersten Sekretär der zairischen Botschaft in Bern ernannt. Die Anerkennung als Diplomat wurde ihm daraufhin durch die Bundesbehörden verweigert und der Flüchtlingsstatus widerrufen.

Hat der fragliche Scheinasylant und «Diplomat» unser Land inzwischen verlassen, wie dies Bundesrätin Kopp in der Fragestunde des Nationalrates vom 16. März 1987 ankündigte?

Bundesrätin Kopp: Die zairische Vertretung in Bern hat dem Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten am 27. Mai 1987 mitgeteilt, dass Mulopo Nku Ndjoko die Schweiz gleichentags Richtung Wien verlassen hat.

Frage 22:

Ruf-Bern. Rückschaffung von Tamilen
Expulsion de Tamouls

Am 9. März 1987 erklärte Bundesrätin Kopp in der Fragestunde des Nationalrates, die Vorbereitungen der Arbeitsgruppe, welche die Rückschaffung von rund 30 abgewiesenen tamilischen Asylanten nach Sri Lanka durchführen sollte, würden «noch einige Wochen in Anspruch nehmen». Inzwischen ist mehr als ein halbes Jahr vergangen, ohne dass die fraglichen Tamilen die Schweiz verlassen mussten. Andererseits ist im Sommer auf Sri Lanka ein umfassendes Friedensabkommen unterzeichnet worden.

1. Wann wird die Wegweisung der genannten Scheinasylanten nun endlich vollzogen?

2. Wann müssen die übrigen abgewiesenen tamilischen Asylbewerber unser Land verlassen?

3. a. Wie viele Asylgesuche von Tamilen sind bisher insgesamt definitiv abgewiesen worden?

3. b. Wie viele betroffene tamilische Asylanten sind bisher in ihre Heimat zurück- bzw. aus der Schweiz ausgeschafft worden?

3. c. Wie viele der abgewiesenen Tamilen sind freiwillig ausgereist?

Bundesrätin Kopp: Die Arbeitsgruppe, welche die Rückschaffung der 25 Berner Tamilen vorzubereiten hatte, hat in der Zwischenzeit ihre Arbeit abgeschlossen. Für die bevorstehende Rückkehr nach Sri Lanka konnten individuelle Lösungen getroffen werden, die in erster Linie auf freiwillige Rückkehr abzielen.

Mit dem Zustandekommen des indisch-srilankischen Abkommens über die Beilegung des ethnischen Konfliktes auf Sri Lanka sind die Voraussetzungen für eine Rückkehr der Tamilen in ihre Heimat verbessert worden, ohne dass bereits heute von einem stabilen Zustand gesprochen werden könnte. Noch im Laufe dieses Monats dürfte das srilankische Parlament über die durch das Abkommen notwendig gewordene Verfassungsänderung entscheiden. Wiederaufbauprogramme dürften in einigen Wochen bis Monaten anlaufen, so dass voraussichtlich im Spätherbst die ersten rechtskräftig entschiedenen Wegweisungsverfügungen vollzogen werden können. Primär wird auch hier eine freiwillige Rückkehr angestrebt.

Für rund 1500 Tamilen, die bereits einen erstinstanzlichen negativen Asyl- und Wegweisungsentscheid haben, sind längere Ausreisefristen von maximal neun Monaten, in Einzelfällen normale Fristen angesetzt worden. Bis heute sind rund 40 Tamilen zurückgeschafft worden, weitere rund 30 Tamilen sind nach unserer Kenntnis freiwillig zurückgekehrt oder ausgereist.

Ruf-Bern: Die vergangenen Monate und Jahre beweisen, dass der Bundesrat immer dann Versprechungen abgibt, er werde nun abgewiesene Asylanten in ihre Herkunftsländer zurückschicken, wenn Wahlen bevorstehen, und dann passiert natürlich meistens anschliessend nichts. Genauso ist dies bei den Tamilen immer wieder passiert, und ich hoffe nun, dass der Bundesrat seine Absicht in die Tat umsetzen wird, auch nach den Wahlen und vor allem auch dann, wenn die betroffenen Asylanten nicht freiwillig zurückkehren wollen. Mit dieser Tatsache müssen wir uns auseinandersetzen. Sind Sie bereit, Frau Bundesrätin Kopp, die diesbezüglichen Schritte ins Auge zu fassen und im Falle der Tamilen insbesondere die abgewiesenen Bewerber konsequent ausser Landes bzw. in ihre Herkunftsländer zurückzuschaffen?

Bundesrätin Kopp: Der Bundesrat strebt wenn immer möglich freiwillige Rückkehren an. Für die Tamilen ist vorgesehen, in Nord- und Ost-Sri Lanka Wiederaufbauwerke in die Wege zu leiten, um die zurückkehrenden Tamilen besser zu integrieren.

Gegenwärtig sind in Europa rund 40 000 tamilische Asylbewerber. Sie sollen nicht auf einmal zurückgeschafft werden, sondern in einem geordneten Programm, das eine mögliche Reintegration vorsieht. Der Bundesrat zieht es vor, auch wenn das Verfahren etwas länger dauert, die Freiwilligkeit zu fördern. Aber selbstverständlich sollen, wenn freiwillige Rückkehren nicht erfolgen, Tamilen auch zwangsweise wegweisen werden, sofern die Rückkehr zumutbar ist und sofern ein Asylgesuch abgewiesen und die Frist für die Wegweisung abgelaufen ist.

Frage 23:

Ruf-Bern. Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung
Chiffre de la population résidente étrangère

Die offizielle Zahl der ausländischen Wohnbevölkerung in der Schweiz (nur Niedergelassene und Jahresaufenthalter;

alle übrigen Kategorien werden zwecks Beschönigung der Statistiken nicht mitgezählt!) ist im Zuge der verfehlten Fremdarbeiterpolitik des Bundesrates von 1980 bis 1987 um rund 77 000 Personen auf über 962 000 angestiegen! Zusätzlich wurden über 95 000 eingebürgerte Ausländer, die aus den Statistiken verschwanden, durch Neueinwanderer ersetzt!

1. Wie erklärt der Bundesrat den eklatanten Widerspruch zwischen der massiven Zunahme des Ausländerbestandes und seiner bei verschiedenen Gelegenheiten (seit Mitte der siebziger Jahre) bekräftigten Absicht, die ausländische Wohnbevölkerung in der Schweiz zu stabilisieren und längerfristig abzubauen?

2. Wie kann der Bundesrat sein krasses Versagen in der Ausländerpolitik – von der Asylmisere ganz zu schweigen! – gegenüber dem Schweizervolk verantworten?

Bundesrätin Kopp: Der Bestand der ausländischen Wohnbevölkerung stieg bis 1974 auf 1 065 000 Personen an. Bis Ende 1979 bildete er sich auf 884 000 zurück. Seither ist ein Wiederanstieg zu verzeichnen. Ende 1986 betrug der Bestand 956 000. Massgebend für diese Zunahme sind die rückläufigen Ausreisen, die grössere Zahl von Umwandlungen von Saisonier- in Jahresbewilligungen und vermehrter Familiennachzug. Der Bundesrat hat seit 1970 die Höchstzahlen für erwerbstätige Jahresaufenthalter um mehr als die Hälfte gekürzt und die Zulassung der übrigen Ausländer eingeschränkt.

Unsere Ausländerpolitik hat nicht nur die demographischen, sondern auch die wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und wissenschaftlichen Interessen der Schweiz sowie unsere Aussenbeziehungen zu berücksichtigen. Schwankungen in der Entwicklung des Ausländerbestandes, wie sie seit 1970 zu verzeichnen sind, können ohne Beeinträchtigung wesentlicher schweizerischer Interessen nicht vermieden werden. Der erhobene Vorwurf wird deshalb als unbegründet zurückgewiesen.

Ruf-Bern: Am Wochenende ist die neueste Ausländerstatistik erschienen. Danach ist die ausländische Wohnbevölkerung innert Jahresfrist erneut um rund 20 000 Personen auf über 966 000 angestiegen, eine neue Höchstzahl seit langem. Die dauernde Zunahme des Ausländerbestandes ist doch nichts anderes als eine Bankrotterklärung der bundesrätlichen Politik, wie sie deutlicher nicht sein könnte. Andauernd wird das Volk durch falsche Versprechungen für dumm verkauft. In Tat und Wahrheit sind – alle Kategorien inbegriffen – weit über 1,2 Millionen Ausländer in der Schweiz. Wir haben damit viel mehr Ausländer als andere Staaten. Schon heute ist jeder fünfte Bewohner der Schweiz ein Ausländer beziehungsweise ein Einwanderer.

Ist es nicht richtig, Frau Bundesrätin Kopp, dass andauernd die eingebürgerten Ausländer durch Neueinwanderer ersetzt werden, weil sie eben aus den Ausländerstatistiken verschwinden, dadurch aber eine Nettobevölkerungszunahme in der Grössenordnung von etwa 95 000 Personen von 1980 bis 1987 resultiert?

Haben die eidgenössischen Räte nicht 1974 eine Motion überwiesen, welche «... die Stabilisierung und anschliessend die schrittweise Herabsetzung der Zahl der Ausländer in der Schweiz ...» verlangte? Wieso wird diese Forderung nicht erfüllt?

Eine Frage haben Sie mir nicht beantwortet: Wie kann der Bundesrat sein offensichtliches Versagen in der Ausländerpolitik – von der Asylmisere ganz zu schweigen – gegenüber dem Schweizervolk verantworten? Es werden immer wieder falsche Versprechungen gemacht, die nicht eingehalten werden.

Bundesrätin Kopp: Von einem Versagen des Bundesrates in der Ausländerpolitik kann nicht gesprochen werden. Ich weise diesen Vorwurf nochmals zurück. Tatsächlich sind heute in der Schweiz weniger Ausländer vorhanden, als dies noch im Jahre 1974 der Fall gewesen ist. In den letzten Jahren ist allerdings ein langsames Ansteigen zu verzeich-

nen. Aber ich wiederhole, dass der Bundesrat bei seiner Ausländerpolitik nicht ausschliesslich demographische Überlegungen einbeziehen kann, sondern auch wirtschaftliche, kulturelle und wissenschaftliche Gesichtspunkte berücksichtigen muss. Bereits heute ist es beispielsweise ausgeschlossen, bei den dringend gesuchten Informatikern den Bedarf mit Schweizerbürgern zu decken. Wenn wir keine Ausländer in die Schweiz kommen lassen könnten, müssten wir überdies zusätzlich zu den bereits geschlossenen Spitalabteilungen weitere Spitäler schliessen. Der Bundesrat hat eine Gesamtverantwortung und kann nicht aus einer einseitigen Optik operieren.

Die jährlichen Zulassungsbewilligungen wurden von 20 000 im Jahre 1974 sukzessive gesenkt bis auf 8200 Bewilligungen. Weiter hinunterzugehen ist im Moment aus den geschilderten Umständen nicht möglich.

Es ist auch nicht so, dass der Ausländerbestandteil deswegen anwachsen würde, weil der Bundesrat large in der Zulassung wäre – ich habe bereits gesagt: die Zahlen wurden um mehr als die Hälfte reduziert –, sondern weil vermehrt Familiennachzug stattfindet und weil Saisoniers vermehrt von ihrem Recht Gebrauch machen, eine Jahresaufenthaltsbewilligung zu erlangen.

Es ist richtig, dass die Eingebürgerten nicht mehr in der Statistik erscheinen. Das ist auch selbstverständlich; denn wir haben strenge Einbürgerungsvorschriften, und wenn jemand eingebürgert ist, ist er eben Schweizer und erscheint logischerweise nicht mehr in der Statistik.

Question 24:

Aubry. Brandanschlag auf Munitionsdépôt Dépôt de munition incendié

Les 11 et 23 septembre, un dépôt de munition a été incendié aux Reussilles, commune de Tramelan. Le jour précédant le deuxième incendie, l'armée avait évacué des tonnes de munition, ce qui a sans doute évité des dégâts plus graves. La population du Jura bernois est inquiète, à juste titre, de cette nouvelle poussée d'actes terroristes signés à nouveau Front de Libération jurassien (FLJ) de sinistre mémoire.

La mise en danger de la vie d'autrui est évidente et avant que se renouvellent d'autres actes criminels à l'égard de dépôts de munition de l'armée, je demande que le DMF prennent les mesures suivantes:

Evacuer de manière sélective les dépôts de munition situés à proximité de lieux habités, ceci afin de ne pas mettre en danger des vies humaines et d'éviter peut-être d'autres actes de terrorisme qui coûtent cher à la communauté.

Bundesrat Koller: Ueber die Täterschaft, die in den vergangenen Tagen zweimal einen Brandanschlag gegen ein Munitionsmagazin der Armee bei Tramelan verübt hat, können noch keine Angaben gemacht werden. Die zuständigen Polizeiorgane führen die Untersuchung im Einvernehmen mit der Bundesanwaltschaft durch.

Die Munition der Armee muss in Friedenszeiten möglichst dezentral in Magazinen gelagert werden, um der Truppe im Mobilmachungsfall rasch zur Verfügung zu stehen.

Diese Munitionsmagazine befinden sich in der Regel abseits von Ortschaften, so dass die Risiken im Falle eines Brandes für bewohnte Gebiete klein sind; dies gilt insbesondere auch für den Berner Jura.

Die Forderung der Fragestellerin, die Munition aus einzelnen Magazinen in andere umzulagern und einzelne Munitionsmagazine zu leeren, entspricht daher keiner Notwendigkeit. Das Militärdepartement prüft indes nach den beiden Brandanschlägen im Berner Jura, welche zusätzlichen Massnahmen zum Schutze von Anlagen und Einrichtungen der Armee realisiert werden könnten. In Frage kommen vermehrte Ueberwachung der Anlagen und Verbesserung der Alarmsysteme.

Mme Aubry: Je suis quelque peu déçue de votre réponse, Monsieur le Conseiller fédéral. Je pensais qu'on avait un peu plus conscience, au DMF, des dangers que court une population. Ce n'est pas la première fois que pareil attentat se

produit, et si je prends les statistiques établies très sérieusement par l'Université de Zurich, dans un projet de recherche, je vois que depuis 1963 il y a eu, seulement sur le plan des dépôts de munitions, de nombreux attentats. Je l'ai dit dans ma question et je le répète, la population est anxieuse car il semble qu'il y a un regain de terrorisme dans ma région. Je trouve votre réponse insuffisante. Ayant fait partie de la Commission des affaires militaires, je connais la décentralisation des dépôts de munitions, mais je pense qu'on peut en tenir compte et donner la priorité à la sécurité de la population.

Bundesrat Koller: Frau Aubry, wir nehmen die Gefährdungen durchaus ernst. Ich darf aber nochmals betonen, dass für die Bevölkerung keine Gefahr besteht. Was die Gefährdung der Munitionsmagazine anbelangt, habe ich Ihnen zudem gesagt, dass wir zusätzliche Massnahmen prüfen; in Frage kommen eine Intensivierung der Ueberwachung oder eine Verbesserung der Alarmsysteme. Sie werden begreifen, dass angesichts des Nichtvorhandenseins einer Gefährdung der Bevölkerung die Massnahmen auch verhältnismässig sein müssen.

Frage 25:

Rutishauser. Selbsthilfe im Obstbau. Ergänzung des Alkoholgesetzes

Arboriculture fruitière. Révision de la loi sur l'alcool

Im April 1986 veröffentlichte der Bundesrat die Ergebnisse der Vernehmlassung zur Ergänzung des Alkoholgesetzes zwecks Schaffung einer Rechtsgrundlage, um von den Erwerbsobstproduzenten Beiträge für die Finanzierung von Massnahmen erheben zu können, welche im Allgemeininteresse stehen, wie z. B. die Absatzförderung, Qualitätsförderung und Produktionslenkung. Dreiviertel von insgesamt 76 eingegangenen Stellungnahmen stimmten der Vorlage, d. h. den Artikeln 24quinquies (Solidaritätsbeiträge) und 24sexies (Produzentenbeiträge) grundsätzlich zu. Bei den in der Stellungnahme divergierenden Punkten wurden in der Zwischenzeit weitere Abklärungen vorgenommen.

Zu welchen Ergebnissen haben die zusätzlichen Untersuchungen geführt?

Wann kann die Botschaft erwartet werden?

Bundesrat Stich: Die zusätzlichen Untersuchungen haben ergeben, dass die Vorlage gegenüber dem Ist-Zustand Vorteile brächte und durchführbar wäre. Indessen besteht noch eine wesentliche Differenz in der Frage des Mitteleinsatzes. Die Branche möchte einen Teil der erhobenen Mittel auch für die kurzfristige Marktentlastung verwenden; dies wäre aber nicht im produktionslenkenden Sinn der Gesetzesrevision. Ausserdem bestehen noch generell verfassungsrechtliche Bedenken bezüglich der Abgabenerhebung im Zusammenhang mit Selbsthilfemassnahmen der Landwirtschaft. Es ist deshalb unumgänglich, das Problem der Verfassungsmässigkeit noch eingehend zu prüfen. Der Bundesrat wird erst nach der Abklärung in der kommenden Legislaturperiode über eine allfällige Botschaft entscheiden.

Frage 26:

Oehen. OECD-Steuerkonvention

Projet de convention fiscale de l'OCDE

Letzte Woche hat Malta die Aufnahme dieses mit den Europaratsstatuten der Europäischen Menschenrechtskonvention und den Schweizer Interessen und Gesetzen unvereinbaren Projekts auf die provisorische Tagesordnung des Europaratsministertreffens vom 25. November 1987 verdienstvollerweise durchgesetzt. Angesichts des diplomatischen «Unfalls» vom 25. Juni 1987 (fahrlässig verhindertes maltesisches Veto) besteht damit die bedeutsame Möglichkeit, das Konventionsprojekt mit veto-freien, prozeduralen Mitteln wirksam zu verhindern – z. B. anlässlich der OECD-Ministerratsitzung vom 8. Oktober.

1. Wie halten es der Bundesrat und seine Vertreter im Europarat und in der OECD mit der Befolgung des Veto-Postulats

Eisenring (am 19.3.1987 mit 74 zu 36 Stimmen überwiesen; Amtl. Bull. 1987 N 430)?

2. Sind nicht nur der Bundesrat, sondern auch all seine damit befassten Sachbearbeiter und Diplomaten bereit, auch von diesen verbliebenen prozeduralen Verhinderungsmöglichkeiten nach Kräften Gebrauch zu machen und allenfalls dazu auch die Initiative zu ergreifen?

Bundesrat Stich: In diesem Geschäft, das im Delegationsbereich des Bundesrates liegt, haben wir stets eine konsequent klare Linie verfolgt und sie mehrmals vor dem Parlament dargelegt. Der Bundesrat hat immer die Meinung vertreten, dass ein Beitritt unseres Landes nicht in Frage kommt. Entsprechend hat die Schweiz im Europarat gestimmt.

Was die Aufforderung betrifft, das Vetorecht in den beiden Organisationen zu gebrauchen, hat der Bundesrat bereits in der Antwort auf das Postulat Eisenring seine Haltung bestätigt, wonach der Einsatz des Vetos einen Schritt von aussergewöhnlicher Tragweite darstellt, der sich nur rechtfertigt, wenn für die Schweiz eine Gefährdung absolut erstrangiger Interessen vorliegt. Dies ist jedoch nicht derart schwerwiegend, dass sich eine Blockierung der Zusammenarbeit kooperationswilliger Staaten rechtfertigen würde.

Bis jetzt haben die Schweizer Vertreter gemäss den Weisungen des Bundesrates Bestrebungen anderer Länder unterstützt, die Konvention erneut zu diskutieren, so beispielsweise anlässlich des entsprechenden maltesischen Antrages vom 21. September. Sie werden auch künftig die Weisungen des Bundesrates vertreten.

Oehen: Ich nehme vorerst die Gelegenheit wahr, um unserem Botschafter bei der OECD, Herrn Zwahlen, ausdrücklich für seine Arbeit zu danken; ich beurteile sie in Übereinstimmung mit dem Bundesrat als korrekt und als unserem Willen entsprechend.

Nach Ihrem Votum treten erneut folgende Fragen auf:

1. Sind Sie der Meinung, dass diese Konvention bei ihrem Inkrafttreten unserer Wirtschaft nicht schadet?
2. Sind Sie tatsächlich der Meinung, dass diese Konvention mit ihren grenzübergreifenden Eingriffen in die anderen Staaten nicht Individualrechte und wirtschaftliche Interessen der anderen Länder verletzen wird?

Bundesrat Stich: Wir werden diese Konvention nicht unterzeichnen; sie wird deshalb auch keine Einwirkungen auf unsere Wirtschaft haben. Man kann also davon ausgehen, dass sie unserer Wirtschaft tatsächlich nicht schadet.

Frage 27:

Neukomm. Preisbildung für einheimischen Sauser Prix du moût du pays

In der Fragestunde vom 15. Dezember 1986 hat Herr Bundesrat Furgler im Zusammenhang mit den Sauserpreisen in den Gaststätten erklärt, der Bund wolle, «dass dort, wo wir subventionieren, letzten Endes auch der Konsument davon profitiert». Zu welchem Ergebnis haben die angekündigten Prüfungen geführt? Sind konkrete Lösungen gefunden worden, damit die in diesem Herbst ausgerichteten Subventionen dem Konsumenten tatsächlich zugute kommen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Mon prédécesseur a déclaré ici, en 1986, que l'on s'efforcera d'appliquer au moût, dans les restaurants, des prix de vente modérés et nous avons recherché une formule allant dans ce sens, Monsieur Neukomm. Comme vous le savez, la loi fédérale sur les marchandises à prix protégé ne peut pas s'appliquer aux prix de vente fixés dans la restauration, et chaque cafetier-restaurateur a, en principe, entière liberté dans la fixation de son prix de vente du moût. Comme l'année dernière, en effet, il y a eu un certain nombre de protestations, nous avons chargé le surveillant des prix et l'Office fédéral du contrôle des prix d'aborder la Fédération suisse des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, non pas par la voie légale, pour trouver une solution, mais pour persuader de

l'intérêt qu'il y a, pour l'ensemble de la production et de la consommation, à s'approcher d'une formule de prix qui soit acceptable. Cet entretien a permis de faire une recommandation, signée de la Fédération suisse des cafetiers, restaurateurs et hôteliers, et à l'intention de tous les membres de cette fédération, demandant d'appliquer un prix de vente du moût suisse de 9,50 à 12 francs maximum par litre vendu dans les cafés, et le Conseil fédéral espère que cette recommandation profitera aux consommateurs et qu'elle modérera les prix qui ont été signalés l'année dernière. Il s'agit toutefois, je le répète, d'une suggestion, d'une très ferme incitation, mais il ne s'agit pas là d'un ordre, car si nous voulions faire usage des dispositions de la loi en cette matière, il conviendrait de modifier au préalable cette loi, ce qui n'est pas dans nos intentions, en tout cas dans l'immédiat.

Frage 28:

Fierz. Treibstoffzollbeiträge zur Behebung von Unwetterschäden in Gebirgsregionen
Intempéries de l'été 1987. Financement des mesures d'assainissement au moyen du produit des droits sur les carburants

Im Zusammenhang mit den Unwetterschäden in den Alpenregionen (Innerschweiz, Graubünden, Puschlav, Tessin) wurde eine Bundesvorlage in Aussicht gestellt. Diese Unwetterfolgen stehen mindestens teilweise in einem Zusammenhang mit der fortschreitenden Waldschädigung, die ihrerseits anerkanntermassen durch die Immissionen des Motorfahrzeugverkehrs mitverursacht ist. Ebenso haben Strassenbauten (z. B. die N 2 im Urnerland) das Ausmass der Schäden ungünstig beeinflusst.

Wird deshalb der Bundesrat nach Artikel 25 des Treibstoffzollgesetzes den betroffenen Kantonen Beiträge an die notwendigen Sanierungsmassnahmen ausrichten?

Bundesrat **Schlumpf**: Die Unwetterschäden der Monate Juli und August, welche in den Alpengebieten und vor allem im Kanton Uri verursacht wurden, stehen – soweit man das heute beurteilen kann – nur, wenn überhaupt, in geringem Masse im Zusammenhang mit Waldschäden.

Zur N 2: Die N 2 hatte zweifellos eine gewisse Auswirkung in bezug auf den Abfluss der Gewässer aus den Ueberschwemmungsgebieten. Andererseits ist aber zu beachten, dass auch deren Reisskraft reduziert wurde. Die N 2 ist die einzige Strasse, die uns jetzt noch erlaubt, den Verkehr (auch den Lokalverkehr) im Reusstal aufrechtzuerhalten.

Zur Finanzierung: Der Bundesrat wird Ihnen eine Sondervorlage insbesondere für die Finanzierung von durch anderweitige Mittel nicht gedeckten Restkosten unterbreiten. Wir können dabei teilweise auf die Finanzierung gemäss Treibstoffzollgesetz zurückgreifen, soweit Artikel 25 hierfür eine Rechtsgrundlage bildet.

Frage 29:

Müller-Meilen. Halbtaxabonnemente
Abonnements à demi-tarif

Wie viele Halbtaxabonnemente wurden in diesem Jahr mehr gelöst als im Vorjahr? Wie entwickelte sich die Zahl der Generalabonnemente? Lässt sich ein Mehrverkehr, ein Umsteigen nachweisen und welchen Einfluss hatte die Verbilligung der Halbtaxabonnemente auf die Einnahmementwicklung bei den SBB?

Bundesrat **Schlumpf**: Von Januar bis Ende August 1987 – das sind die letzten ausgewerteten Zahlen – wurden 1,25 Millionen Halbtaxabonnemente verkauft, 700 000 mehr als in der Vergleichsperiode des Vorjahres. Allerdings muss man sehen: Der Verkauf von Generalabonnementen ist zurückgegangen. Man hat hier eine Einbusse von etwa 5 Prozent zu verzeichnen. Insgesamt resultiert für die SBB in diesen acht Monaten ein Mehrverkehr von etwa 10 Prozent. Der Einnahmeneffekt ist positiv. Trotz der Verbilligung auf 100 Franken zeichnet sich bei den SBB für die gleiche Periode Ende August eine Mehreinnahme von etwa 3,5 Pro-

zent ab. Dabei ist die Bundesentschädigung (gemeinwirtschaftliche Leistungen für diese Tarifierleichterungen) noch nicht eingerechnet. Bis Ende Jahr wird der Nettoertrag allerdings nicht ganz so stark zunehmen. Im übrigen verweise ich auf eine Antwort auf die Interpellation von Herrn Schüle, wo wir zu einigen Fragen auch schon Stellung nehmen konnten.

Le président: Nous renvoyons les questions qui sont encore à traiter à la prochaine heure des questions. Je m'engage à faire inscrire les questions restantes en tête de l'ordre du jour.

86.060

Stiftung Schweizerische Volksbibliothek.
Unterstützung
Bibliothèque pour tous.
Fondation suisse. Aide

Siehe Seite 254 hiervor – Voir page 254 ci-devant

Beschluss des Ständerates vom 11. Juni 1987
 Décision du Conseil des Etats du 11 juin 1987

Differenzen – Divergences

Landolt, Berichterstatter: Am 12. März dieses Jahres haben Sie mit 67 zu 66 Stimmen einem Minderheitsantrag unserer Kommission zugestimmt, der Stiftung Schweizerische Volksbibliothek einen jährlichen Betrag von 1,9 Millionen zu entrichten. Der Ständerat hat am 11. Juni diesen Antrag mit 17 zu 13 Stimmen verworfen und dem seinerzeitigen Mehrheitsantrag unserer Kommission, der Stiftung entgegen dem bundesrätlichen Antrag auf eine Million Franken jährlich 1,5 Millionen Franken zu bezahlen, zugestimmt. Am 30. Juni hat unsere Kommission mit 19 Stimmen bei einer Stimmenthaltung beschlossen, Ihnen zu empfehlen, dem Ständerat zuzustimmen.

Ich bitte Sie namens unserer Kommission, der Stiftung Schweizerische Volksbibliothek einen jährlichen Beitrag von 1,5 Millionen Franken zu gewähren.

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Le président: M. Giudici, rapporteur de langue française, renonce à s'exprimer.

Je vous rappelle que la Commission de la science et de la recherche propose au conseil d'adhérer à la décision du Conseil des Etats, à l'article premier, une subvention de 1,5 million de francs, au maximum, étant prévue.

Angenommen – Adopté

Fragestunde

Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1987
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	28.09.1987 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1198-1208
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 717

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.